PLANS POUR GAZA : QU'EN PENSENT LES GAZAOUIS ? Jean-Baptiste François, le 07/03/2025 à 10:04

La Ligue arabe tente ce vendredi 7 mars d'élargir aux pays musulmans le soutien à son plan pour Gaza, tandis que l'administration Trump met la pression maximale sur le Hamas pour lui faire abandonner son emprise sur l'enclave. **Les Gazaouis se prennent à rêver d'une solution où ils auraient leur mot à dire.**

C'est une influence qui se joue par accumulation de couches successives, tout en prenant soin d'éviter la confrontation directe avec l'administration Trump. Ce vendredi à Djedda (Arabie saoudite), l'Égypte d'Abdel Fattah Al Sissi doit élargir le cercle des soutiens à son plan pour Gaza, à l'occasion d'un sommet d'urgence de l'Organisation de la coopération islamique (OCI).

Discorde autour du Hamas

Pendant ce temps, l'administration Trump pèse d'autant qu'elle peut pour que le Hamas, au pouvoir à Gaza depuis 2007 et qui a déclenché la guerre contre Israël, renonce aux leviers qu'il lui reste encore sur le territoire. Washington a révélé avoir tenu des discussions avec le Hamas, pendant que Donald Trump a de nouveau eu recours à l'escalade verbale.

« Au peuple de Gaza : un bel avenir vous attend, mais pas si vous gardez des otages. Si vous le faites, vous êtes MORTS ! Prenez une BONNE décision », a menacé le président américain dans un message sur son réseau Truth Social. Paris et les Européens, sans faire l'amalgame entre le Hamas et la population de Gaza, ont exprimé les choses de manière plus feutrée, jeudi 6 mars, insistant sur le fait que le groupe armé islamiste devra être *« entièrement »* exclu de la gouvernance à Gaza après la guerre.

À lire aussiAu Caire, le plan de la Ligue arabe pour Gaza lève la polémique sur sa gouvernance

Ce que le plan égyptien prévoit bien, mais sans aborder le contrôle armé que continue d'exercer le Hamas. Jeudi, la porte-parole du département d'État américain, Tammy Bruce, a donc estimé que ce plan *« ne répond pas aux exigences, à la nature de ce que le président Trump a demandé ».*

Un plan pour eux mais pas sans eux

Les Palestiniens de l'enclave aimeraient bien qu'on les prenne en compte. *« Le futur de Gaza est lié à ses habitants, et ils vont rester. Peu importe ce que dit Trump, il n'y aura pas de reconstruction de Gaza sans les Gazaouis »,* estime Amjad Shawa, directeur du Réseau des organisations non gouvernementales palestiniennes à Gaza. La riviera est un projet irréaliste et inacceptable. *« Je doute que le Hamas gouverne Gaza à l'avenir, certains membres ont dit qu'ils n'avaient pas d'intérêt à rester au pouvoir. Ce qui est décidé en ce moment, c'est plutôt un gouvernement de technocrates indépendants. Au bout du compte, notre sort va dépendre du consensus palestinien et du soutien des États arabes. C'est une responsabilité conjointe. »*

À lire aussiReconstruction de Gaza : les pays arabes défient la « Riviera » de Donald Trump

Les opinions des habitants de Gaza varient considérablement sur les différents plans proposés. Mais selon Mosaab Naser, jeune diplômé qui travaillait au service des eaux avant la guerre, l'initiative saoudo-égyptienne est la plus prometteuse, du fait qu'elle prévoit une reconstruction avec la participation de l'Autorité palestinienne, avec un accent sur les infrastructures – eau, électricité et assainissement – avant de passer aux logements et aux espaces commerciaux.

« Les plans qui nous donnent la liberté de reconstruire notre propre patrie sont ceux qui ont le plus de chances de réussir », estime-t-il. Le plan israélien, qui vise en partie à ouvrir Gaza aux départs volontaires peut-il fonctionner ? Amjad Shawa s'insurge : ***« C'est une technique israélienne de rendre la vie impossible, de nous étouffer, pour nous mettre dehors. Dans quelle vie est-ce acceptable de vivre sans eau, sans travail, sans services de santé, sans maison… ? Certains, ceux qui ont besoin de se faire soigner, d'aller étudier, partiront. Mais on restera. »***

Beaucoup de conditions à réunir

Pour Mosaab Naser, le renouveau de Gaza n'est qu'une hypothèse, à ce stade. *« Sans sécurité et sans libre circulation des matériaux, tous les efforts de reconstruction seront de vains exercices de*

frustration. J'ai vu des voisins récupérer minutieusement des briques pour ne pas avoir de ciment pour les lier. À quoi servent les plans architecturaux lorsque les matériaux de construction de base ne peuvent pas entrer ? », rappelle-t-il.

D'après lui, les infrastructures doivent être décentralisées, de manière à les rendre plus résilientes. *« L'énergie solaire pour les bâtiments individuels, les systèmes locaux de purification de l'eau et le traitement décentralisé des eaux usées rendraient nos communautés plus autosuffisantes et moins vulnérables. »* Un point de vue diamétralement opposé à celui d'Israël, qui défend au contraire un contrôle maximum sur l'enclave.

À lire aussi« Le temporaire ne doit pas devenir permanent » : à Gaza, les habitants réenvisagent l'avenir

Le jeune homme insiste sur la dimension économique. *« Notre taux de chômage était catastrophique avant même la destruction ; maintenant, c'est presque total »,* souligne-t-il, demandant la formation de la population puis son implication dans la reconstruction. Mais à l'entendre, surtout, Gaza ne se résume pas à un chantier de BTP à mener par des promoteurs immobiliers. Pour lui, il y a toute une société à restaurer. *« Nos marchés, nos ateliers, notre industrie de pêche, nos fermes, nos universités : tous ont besoin de voies de renouveau qui respectent notre dignité et notre capacité d'action. »*

À découvrir Au Caire, le plan de la Ligue arabe pour Gaza lève la polémique sur sa gouvernance

article intéressant du journal « La CROIX ». Cependant plusieurs expressions et tournures de phrases laissent comprendre la vision politique des événements en Palestine : « la guerre avec Israël aurait commencé le 7 octobre 2023 »(selon Mosaab Naser, jeune diplômé qui travaillait au service des eaux ***avant la guerre),***